CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 SEPTEMBRE 2018 A 19 HEURES 30

Etaient présents : Roger DUSAUTOIR, Maire, Christophe BEYAERT, Chantal BUISSON, Jean-Luc COURBOT, Marie-Laure FLANDRIN, Stéphane FREDERIC, Fabrice GUILBERT, Thérèse HOUSSIN, Sylvie LEFEBVRE, Marina LOBBEDEVY, Virginie SAINT-MACHIN, Didier SEIGRE et Claude VIEILLARD

Etaient absents : Audrey CREVECOEUR, excusée, qui a donné pouvoir à Virginie SAINT-MACHIN
Hervé BERTELOOT, excusé,

Secrétaire élue : Marie-Laure FLANDRIN

Adoption du compte rendu de la réunion précédente

Adopté à l'unanimité.

Sur la question n° 2018-25, M. COURBOT, absent lors de cette réunion, précise qu'il n'aurait pas voté la collecte des déchets en porte à porte, rappelant qu'il avait été précédemment évoqué par le SMLA l'ouverture d'une nouvelle déchetterie sur le secteur.

2018-33 – Conseil en Energie Partagé – Proposition de reconduction de l'adhésion au service

Par délibération n°, 2015-05 en date du 29 janvier 2015, la commune a opté pour l'adhésion au service de « Conseil en Energie Partagé »

La convention est arrivée à échéance et la CAPSO propose donc de reconduire l'adhésion au service pour une 4^{ème} année, de juin 2018 à juin 2019.

Les missions du "CEP" sont au nombre de trois :

- réalisation et mise à jour d'un bilan énergétique détaillé du patrimoine communal (bâtiment, éclairage public et véhicule éventuellement),
- assistance et définition d'un plan pluriannuel de réduction des consommations énergétiques visant à atteindre à minima 38 % d'économie d'énergie d'ici 2020 (par rapport à la situation de référence),
- réalisation d'actions de premier niveau adaptées au contexte communal. Est envisageable l'ensemble des actions suivantes :

- identification des dérives de consommations et erreurs de facturation,
- optimisation des contrats de fourniture d'énergie, de maintenance et d'exploitation des installations (chauffage, éclairage public...),
- accompagnement dans la réalisation d'audit (s) énergétique (s) par un Bureau d'Etudes sur le (s) bâtiment (s) définis comme prioritaire avec intention de travaux (appuis à la rédaction de cahier des charges, à la sélection du Bureau d'Etude, l'interprétation du rapport et à la définition des travaux),
- accompagnement dans la phase travaux par un suivi de la réalisation,
- réalisation de pré-diagnostic sur des bâtiments et/ou éclairage public,
- instrumentalisation des bâtiments et optimisation des régulations (sondes thermiques, profils électriques...),
- suivi des consommations annualisées,
- sensibilisation et animation d'une dynamique "performance énergétique" en commune avec le personnel communal et les élus.

En cas d'accord, la participation financière au service CEP s'élèverait à 600 €.

A l'unanimité des voix, le Conseil Municipal émet un avis favorable pour la reconduction de l'adhésion au service de conseil en énergie partagé et autorise Monsieur le Maire à signer la convention correspondante.

2018-34 – Travaux de réaménagement de la voirie communale – Travaux de réfection de l'abribus rue de Vincq, de l'Impasse des Etangs – du Hameau des Marnières et du Chemin Brûlé – Délibération portant acceptation de la subvention départementale au titre du FARDA – Aide à la voirie communale

Par délibération n° 2016-62 en date du 22 novembre 2016, il avait été décidé d'engager en 2017 les travaux de réaménagement de l'abribus rue de Vincq (TC n° 3), de l'Impasse des Etangs (TC n° 4) – du Hameau des Marnières (TC n° 5) et du Chemin Brûlé (TC n° 6) et de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental du Pas-de-Calais au titre de l'aide à la voirie communale.

Non retenu au titre de la programmation 2017, ce dossier a de nouveau été présenté en 2018.

Par courrier en date du 18 juillet 2018, le Département a finalement notifié l'octroi d'une subvention de 15 000 € au titre du FARDA – Aide à la voirie communale pour cette opération, somme qui ne pourra être attribuée à la commune qu'au vu d'une délibération du Conseil Municipal acceptant cette participation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, accepte le versement de la subvention départementale d'un montant de 15 000 € attribuée au titre du FARDA – Aide à la voirie communale pour le financement des travaux de réfection énumérés ci-dessus.

2018-35 – Travaux de réaménagement de la voirie communale – Validation du programme de travaux pour 2018 et de l'entreprise attributaire du marché

Par délibération n° 2018-09 en date du 26 février 2018, il a été décidé d'inscrire au budget primitif 2018 les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de réaménagement pour les rues du 26 mai 1940 et de Bouquelboise (y compris la M.O.E.), et de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental du Pas-de-Calais au titre de l'aide à la voirie communale.

Dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre qui lui a été attribuée, le cabinet INGEO a établi le dossier de consultation des entreprises pour les travaux à réaliser sachant qu'en plus des voiries reprises ci-dessus, a également été prise en compte la réfection de la partie du Chemin de Halage compris entre le n° 46 et le pont en limite avec la commune de WATTEN.

L'estimation s'élevait à 72 655 € H.T.

Ont remis une offre suite à la consultation : LEFRANCOIS TP – LEROY TP et RAMERY.

A l'issue de l'ouverture des plis et au vu du rapport d'analyse final après négociation transmis par INGEO, il est proposé de valider :

- la réfection des rues du 26 mai 1940 – de la rue de Bouquelboise – du Chemin de Halage,
- l'offre de l'entreprise RAMERY pour un montant de 51 146.15 € H.T.

A l'unanimité des voix, accord est donné pour effectuer les travaux de réfection des 3 susnommées et autoriser le Maire à signer le marché avec l'entreprise RAMERY.

A cette occasion, M. FREDERIC demande si, comme cela avait été évoqué à l'occasion de l'ouverture des plis, l'entreprise RAMERY a été contactée afin de négocier la prise en charge de la remise en état de la voirie rue de Vincq suite aux travaux d'enfouissement de la ligne moyenne tension pour le compte d'ENEDIS.

Un courrier sera adressé à ENEDIS (avec copie à RAMERY) pour porter réclamation et exiger la réfection sur toute la largeur du carrefour situé à l'angle de la rue de Vincq et de la rue d'Hellebroucq.

2018-36 – Indemnité de conseil au Comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur de la commune – Décision d'attribution à M. Jean-Philippe BAUDRY

M. BAUDRY a été nommé Trésorier Principal de SAINT-OMER au 1^{er} janvier 2018 en remplacement de Jean-Luc BERTRAND.

M. le Maire propose de lui octroyer une indemnité de conseil.

Un avis favorable est émis, à l'unanimité des voix, pour l'attribution à M. BAUDRY, Receveur Municipal, de l'indemnité de conseil calculée selon les bases définies par l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

La dépense sera réglée sur les crédits ouverts au compte 6225 du budget 2018 et suivants.

2018-37 – Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables

M. le Maire communique aux membres du Conseil Municipal l'état des créances irrécouvrables établi par la Trésorerie de SAINT-OMER.

Celles-ci se rapportent aux exercices comptables 2014 et 2015 pour un montant total de 43 €.

Deux des six débiteurs concernés sont toujours domiciliés dans la commune et il propose donc de les relancer par courrier afin d'obtenir le règlement des sommes dues soit 10.50 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, émet un avis favorable sur cette proposition et autorise le Maire à émettre un mandat de 32.50 € au compte 6541 du budget 2018 pour solder les autres créances.

2018-38 – Recouvrement d'une retenue de garantie non remboursée

M. le Maire rappelle que la société DIB MAINTENANCE s'était vu attribuer le lot « peintures » du marché relatif à la construction des nouveaux vestiaires en 2010.

Une retenue de garantie avait été effectuée lors du règlement des factures.

N'ayant pas fait l'objet d'un remboursement à ce jour, elle est désormais frappée de prescription et la Trésorerie de SAINT-OMER demande que la commune procède à son encaissement.

A l'unanimité des voix, accord est donné pour autoriser l'encaissement de la somme 797.67 € au compte 7788 aux fins de régularisation.

2018-39 – Délibération modificative pour ouverture de crédits au compte 2031 par transfert du compte 2128

La Trésorerie de SAINT-OMER a rejeté les deux derniers mandats réglés à INGEO dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre liée au programme de réaménagement de la voirie communale 2018 arguant que ceux-ci ne devaient pas être imputés sur le compte 2128 mais sur le compte 2031.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, autorise le transfert d'une somme de 3 850 € du compte 2128 au compte 2031 afin de pouvoir régulariser le paiement des factures déjà émises par INGEO et de celles à suivre.

2018-40 – ALSH Intercommunal de HOULLE – MENTQUE-NORTBECOURT – MORINGHEM et MOULLE – Bilan financier de l'année 2017 – Participation financière des communes partenaires

M. le Maire présente le bilan financier de l'Accueil de Loisirs Intercommunal de HOULLE – MENTQUE-NORTBECOURT – MORINGHEM et MOULLE et qui s'est déroulé pendant les vacances de l'année 2017, exception faite de celles de Noël :

- ↳ déduction faite des participations de la Caisse d'Allocations Familiales de CALAIS, reste à la charge des 4 communes une somme de 12 245.72 € ;
- ↳ les états statistiques complétés par le Directeur de la structure font état d'un nombre total d'heures de présence égal à 10 351 h soit un coût horaire de 1.1830 € par enfant ;
- ↳ les enfants domiciliés à MENTQUE-NORTBECOURT ont totalisé 166 h de présence, ceux de MORINGHEM 974 h ½ et ceux de MOULLE 3 908 h.

Par ailleurs, comme cela a été convenu, le coût représenté par les enfants de l'extérieur présents en 2017, soit 1 919 h, est réparti au prorata du taux de présence pour chacune des 4 communes.

Compte tenu de ce qui précède, la somme due par les communes de MENTQUE-NORTBECOURT, MORINGHEM et MOULLE s'élève respectivement à 241.10 €, 1 415.26 € et 5 675.39 €.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, entérine le bilan financier des ALSH organisés en 2017 et autorise M. le Maire à émettre les titres de recettes correspondants.

2018-41 – Frais de fournitures scolaires année 2016-2017 – Participation financière de la commune de MOULLE

Le montant des fournitures scolaires achetées au cours de l'année scolaire 2016-2017 s'est élevé à 4 761.44 € pour un effectif de 117 élèves soit un coût de 40.70 € par enfant.

28 d'entre eux étaient domiciliés à MOULLE.

Le montant de la participation à réclamer à la commune est donc de 1 139.60 €.

2018-42 – Frais de fonctionnement de l'école année 2016-2017 / Participation due par la commune de MOULLE

Les frais de fonctionnement de l'école Jules Ferry pour l'année 2016-2017 s'élèvent à 53 382.02 € pour un effectif de 117 élèves, dont 28 enfants domiciliés à MOULLE, soit un coût de 456.26 € par enfant.

Par ailleurs, les élèves de CM2 – CE1 – CP et grande section (18) sont allés à la piscine et il convient donc d'ajouter le coût de cette activité au chiffre précédent au prorata du nombre d'enfants concernés soit 840.71 €.

La participation de la commune de MOULLE s'élève donc à 13 615.99 €

2018-43 – Taxe de séjour - Mise en conformité avec la réglementation applicable au 1er janvier 2019

Par délibération en date du 29 mars 2004, la commune avait institué la taxe de séjour forfaitaire sur la commune.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de statuer à nouveau sur cette question afin de se mettre en conformité avec la réglementation applicable au 1^{er} janvier 2019.

A l'issue des débats, il est décidé, à l'unanimité des voix, de rapporter la délibération du 29 mars 2004 et d'instaurer, à compter du 1er janvier 2019, la taxe de séjour au réel sur le territoire communal.

La taxe de séjour sera perçue du 1er janvier au 31 décembre inclus pendant la période d'ouverture de l'hébergement selon les tarifs repris ci-dessous :

Catégories d'hébergement	Tarif par personne et par nuitée
Hôtels de tourisme 5 étoiles – résidences de tourisme 5 étoiles – meublés de tourisme 5 étoiles	0.80 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles – résidences de tourisme 4 étoiles – meublés de tourisme 4 étoiles	0.70 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles – résidences de tourisme 3 étoiles – meublés de tourisme 3 étoiles	0.60 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles – résidences de tourisme 2 étoiles – meublés de tourisme 2 étoiles – villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.50 €
Hôtels de tourisme 1 étoile – résidences de tourisme 1 étoile – meublés de tourisme 1 étoile – villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles – chambres d'hôtes	0.40 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.40 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles – ports de plaisance	0.20 €

Il est adopté, pour les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air, un taux de 4 % applicable au coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la commune ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles (soit 2.30 € à compter de 2019). Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Le loyer journalier minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties est fixé à 1€.

Par référence à la réglementation en vigueur, seront exonérées de la taxe de séjour :

- les personnes mineures,
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire communal,
- les personnes qui occupent des locaux dont le loyer journalier est inférieur au montant fixé ci-dessus,
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;

Avant le 7 du mois suivant chaque fin de trimestre, les logeurs devront déclarer le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de la Mairie ; Cette déclaration pourra s'effectuer par courrier au par internet et sera accompagnée d'une copie intégrale du registre du logeur et de l'état récapitulatif indiquant le montant total de la taxe perçue.

La taxe de séjour, directement perçue par les logeurs ou les plateformes de location, sera reversée à la commune selon la périodicité suivante :

- du 1^{er} au 30 avril : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars,
- du 1^{er} au 31 juillet : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période du 1^{er} avril au 30 juin,
- du 1^{er} au 30 octobre : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre,
- du 1^{er} au 31 janvier de l'année N+1 : reversement de la taxe de séjour encaissée pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre ;

2018-44 – Cimetière communal – Vente de 2 sarcophages

Dans le cadre de la procédure de mise en conformité du cimetière communal, le Conseil Municipal a validé en 2015 la pose, par la société ELABOR, de 2 sarcophages destinés à servir d'ossuaire et de caveau d'attente pour un coût de 1 350 € H.T. l'unité, soit 1 620 € T.T.C.

Or, lors de la reprise des tombes, il s'est avéré que la commune a pu récupérer à cet effet 2 monuments en bon état.

M. le Maire propose donc de revendre les 2 sarcophages qui ont ainsi été installés dans le nouveau cimetière.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité de ses voix, autorise le Maire à revendre aux familles qui en feraient la demande les 2 sarcophages au prix de 1 620 € T.T.C l'unité.

Questions diverses

A l'unanimité des voix, les membres du Conseil Municipal donnent leur accord pour l'examen des questions suivantes :

- a) ALSH de la Toussaint : suite au départ de Daniel MARMIN, une demande de dérogation a été adressée à la DDCS afin que Lisa LEBRIEZ, animatrice depuis plusieurs années au sein de la structure, puisse en assurer la direction ;
- b) Entretien de la voirie
 - le fauchage des bas-côtés a été effectué,
 - la 7^{ème} section des Wateringues réalise actuellement le fauchage et le curage des fossés allant de la rue May à la route de Watten et de la route de Watten à l'Impasse des Etangs,
 - une nouvelle entreprise va être contactée pour les travaux envisagés dans le chemin de Middelweghe et dans celui menant à l'habitation de M. et Mme LAMOUCHE car la société qui avait été retenue ne sera finalement pas en mesure d'assurer la prestation ;
- c) Elagage : un devis a été demandé pour l'entretien des tilleuls dans le cimetière et à l'angle de la rue des Ecoles et du Chemin Brûlé ;
- d) Ecole : le devis établi par THERMOCLIM pour le busage de la cheminée s'élève à 1 995 € H.T. (simple peau) et celui fourni par l'entreprise HAVERLANT à 2 591.38 € H.T. (double peau). Il est demandé à M. le Maire et à M. VIEILLARD de contacter une 3^{ème} société ;
- e) Matériel : la commune a dû faire l'acquisition d'une nouvelle débroussailleuse (GC MOTOCULTURE / 608.79 € H.T.) ;
- f) Divers
 - suite à la dissolution de la société de chasse de HOULLE et MOULLE, un chèque de 863.38 € a été reversé à la commune,
 - Mme SAINT-MACHIN signale le problème lié au stationnement récurrent du véhicule de M. David ROUSSELLE dans le chemin privé situé à l'arrière de son habitation qui gêne l'accès des véhicules agricoles aux parcelles de terre desservies par cette voie,
 - Extension du Lotissement : un promoteur a pris contact avec M. le Maire afin de présenter un projet entre la rue des Fleurs et la rue May.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 25